

LE PLEBISCITE REPOUSSE

La législation qui s'achève n'aura pas résolu la
crise d'identité de la Société française

"Une nation est une âme, un principe spirituel... Elle suppose un passé, elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours".

E. RENAN, Qu'est-ce qu'une nation ?, 1882.

Commentant sa victoire du 10 Mai 1981, le nouveau Président de la République François MITTERRAND déclarait : "La majorité politique rejoint la majorité sociologique de notre pays". L'écrasante victoire de la gauche aux élections législatives semblait le mois suivant confirmer ce diagnostic. Cinq ans plus tard, la coalition de gauche a éclaté et ne peut guère espérer atteindre 45 % des voix (toutes tendances

confondues) en Mars 1986. L'ambition des origines semble s'être dissoute sans que les idées "nouvelles" du libéralisme, importées des pays anglo-saxons, aient véritablement pris la relève, fondé un réel "consentement".

LA SOCIALE-DEMOCRATISATION MANQUEE

Mais en quoi consistait au juste la "majorité politique" qui devait consolider la majorité sociologique ? Tout simplement dans un projet social-démocrate censé correspondre naturellement à la formidable poussée urbaine, industrielle et tertiaire des trente années précédentes, qui avaient profondément bouleversé le visage du pays, encore agricole et rural à la Libération de 1945.

Ce fut la coûteuse habileté du Général de GAULLE, Président des années 1960, que de masquer la construction des bases matérielles et institutionnelles d'une sociale démocratie de type nord-européen (encore accélérée par la création du Marché Commun) par le maintien du système des valeurs qui fondait le "consentement" national (selon les termes de RENAN et de GRAMSCI) sous la IIIème République. Valeurs agrariennes : l'individualisme et le nationalisme du petit-proprétaire-citoyen-soldat. Mais le grand-écart entre les valeurs sur lesquelles s'appuyait la coalition de droite et les transformations qui s'opéraient dans la société sous son égide ne pouvait se soutenir longtemps. L'onde de choc de Mai 1968 libérait de nouvelles valeurs : l'esprit de solidarité se

combinait maintenant avec la volonté de prise en main directe de leur destin par les individus et les groupes.

Les deux présidences de droite qui suivirent affrontèrent le problème selon le même schéma : un premier temps de modernisation sociale et culturelle (sous les premiers ministres J. CHABAN-DELMAS et J. CHIRAC respectivement) puis un retour aux valeurs de droite, la loi et l'ordre (y compris "l'ordre moral"), pour conserver la base électorale classique (avec les premiers ministres P. MESSMER et R. BARRE). A cette différence près que la Présidence GISCARD d'ESTAING s'accompagna en outre de l'écroulement des bases économiques de la sociale démocratie. D'une part, le système technique et social qui avait permis la croissance de naguère rencontrait ses limites productives. D'autre part, l'internationalisation des productions et des marchés (encore accélérée par V. GISCARD d'ESTAING, surtout avec R. BARRE) interdisait la régulation nationale de la croissance : il n'était plus possible, en stimulant la demande interne, par des hausses de revenus populaires, de garantir la croissance de la production et donc de l'emploi.

C'est pourtant ce que voulut faire la gauche à partir de 1981. Et le cycle de la sociale-démocratisation ratée recommença, se brisant cette fois sur de nouvelles barrières (1). Economiques d'abord : la "relance" programmée par Pierre MAUROY épargna certes à la France la récession mondiale de 1981-1982. Mais elle parvint tout juste à ralentir la croissance de change, et se heurta vite à un terrible déficit commercial. La réussite d'une "sociale-démocratie dans un seul pays" aurait nécessité une radicalisation protectionniste. Elle aurait surtout exigé un

dépassement de l'équation de base de la sociale-démocratie : "progrès économique = progrès social = progrès de l'Etat", en proposant un autre modèle de développement, fondé sur le temps libéré, la créativité, l'autonomie des individus. Telle n'était pas la vision du monde de la gauche socialiste et communiste, forgée dans l'élan de la Reconstruction planifiée.

Dès lors, le volet proprement socio-politique des réformes de Pierre MAUROY se retourna contre la gauche. L'encouragement aux relations contractuelles, la décentralisation administrative étaient censés répondre à l'attente des nouvelles couches moyennes de gérer le social de manière plus capillaire, au niveau local. Mais l'échec gouvernemental à relancer la croissance conformément au modèle des années 60 se transforma en un discrédit de la gauche et de ses valeurs. La "solidarité", organisée par l'Etat-Providence, entre la croissance du revenu de chacun et le plein emploi de tous, s'était évanouie. Les élections cantonales de 1982, municipales de 1983, portèrent au pouvoir local de nouvelles générations de notables de droite, incarnant cette fois la combinaison d'un individualisme entrepreneurial (la "liberté d'entreprendre") anti-étatique et d'un conservatisme social répressif.

Devant cet échec économique et politique, le pouvoir socialiste abdiqua son propre projet. Le tournant économique de Mars 1983 (le choix du libre échange, et donc de la récession interne pour rééquilibrer la balance commerciale) impliquait l'abandon des ambitions sociales. Il fut vite confirmé, avec le nouveau Premier Ministre L. FABIUS, par l'abandon de l'idée que l'Etat pouvait organiser la croissance collective de la nation.

Par un processus plus complexe, combinant les contraintes budgétaires, la croissance du chômage, le discrédit des interventions étatiques, la montée de l'individualisme entrepreneurial de droite mais aussi de gauche (c'est-à-dire le refus par les jeunes chômeurs de rester de simples assistés), les valeurs de solidarité elles-mêmes furent abandonnées. Et très logiquement, puisque l'Etat s'avèrait incapable, du fait de la "contrainte extérieure", de fixer le taux de croissance de façon à fournir un emploi à quiconque s'adjoindrait à l'ensemble français, la libre circulation des marchandises s'accompagna d'une restriction aggravée de la libre circulation des personnes, notamment du regroupement familial (2). De même, les rapports avec le tiers-monde furent subordonnés aux exigences mercantiles de la balance des paiements.

Seuls subsistèrent dans le discours socialiste les notions de "modernité" et "d'entreprise". Laurent FABIUS précisait bien (au début) que la modernisation n'était pas seulement "celle des techniques, mais aussi des rapports sociaux", François MITTERRAND soulignait certes que "l'entreprise, c'est d'abord les hommes qui la composent", tout finit par se résorber dans un mot d'ordre commun à la droite et à la gauche : "Vive la France qui gagne !".

LE SLOGAN DES EQUIVOQUES

Mot d'ordre étrange. Désigne-t-il "la France qui gagne dans le monde", contre les autres pays, en vendant ses Exocets et son électronique militaire ? Ou la France des gagnants contre

celle des perdants ? Et d'ailleurs, "gagner" quoi ? Le nouveau Président avait ému la France le jour de son investiture en allant, devant un parterre d'artistes du monde entier, fleurir les tombes de Jean MOULIN, de Jean JAURES, de Victor SCHLOECHER. La résistance au fascisme, le socialisme humanisme, l'abolition de l'esclavage : il y avait là un "principe spirituel enraciné dans le passé", un appel au consentement à continuer dans cette direction, qui sembla, aux jours de l'Etat de grâce, entraîner le "plébiscite" qui refonde une nation. Nous avons vu comment ce "consentement" finit par se dissoudre. Mais sans autre principe spirituel que la course à la réussite économique individuelle, la nation n'est plus qu'une collection d'individus opposés. Faute d'offrir un objectif sur lequel "gagner", c'est l'identité de cette "France" censée gagner qui se dissout elle-même.

Et la logique est implacable : sur la base de l'individualisme, la France, c'est les Français. Mais qui est Français ? La question de racisme n'avait jusqu'à l'année 80 qu'une base économique (la montée du chômage). Aux élections de 1983, la droite osa pour la première fois tenter de refaire l'unité des électeurs contre l'immigré, source supposée de l'Insécurité. Le tabou sur le racisme qu'avait imposé la honteuse collaboration de Vichy avec le nazisme se trouva levé d'un coup. Sur le mot d'ordre "mes idées sont les vôtres", un petit groupuscule d'extrême droite, le Front National de J.M. LE PEN se trouva haussé au rang d'option politique parmi d'autres et atteignit les 10% aux élections européennes de 1984. Plus profondément, c'est l'ensemble de la droite (3) qui teinta sa thématique de racisme, et le racisme lui-même qui quitta la question économique pour se manifester dans ses propres termes :

la "pureté du sang" comme base de l'identité nationale. Idée grotesque dans un pays déjà si divers (de la Flandre à la Catalogne, des fils d'Italiens aux filles de Polonais), elle devint pourtant l'un des thèmes de la bataille politique.

LA THEORISATION DU RACISME

C'est à Jacques CHIRAC que revint l'honneur de rapprocher, dans son entretien avec Libération du 30 Octobre 1984, le thème du renvoi des immigrés et celui de la renaissance de la natalité française (c'est-à-dire blanche) : "Quand on regarde l'Europe par rapport aux autres continents, on est terrifié. En termes démographiques, l'Europe est en train de disparaître... Alors, courageusement, il faudra restreindre les facilités qui ont été données pour limiter les naissances... Il faut que le nombre des immigrés diminue. S'il y avait moins d'immigrés il y aurait moins de chômage". Le 6 Novembre il précisait au micro d'Europe n°1 : "Dans trente ans il sera impossible d'empêcher les hommes du sud de monter vers le Nord". Le Wall Street Journal se trompait donc de cible lorsque le 8 Novembre il s'indignait : "J. CHIRAC étouffe la flamme de la statue de la Liberté... De ses propos est absente l'idée que dans une économie libre, les hommes ne sont pas une charge, mais un avantage". Le libéralisme économique du journal l'empêchait de voir que dans une économie de marché, l'offre des bras ne s'équilibre pas spontanément avec la demande des bouches, ce dont la gauche, optant pour le libéralisme, venait de faire la démonstration. J. CHIRAC entérinait ce résultat pour définir la

Nation, non par son projet collectif, mais par sa composition sanguine.

En quelques mois, cette thématique s'imposa à la droite. Les trois leaders de celle-ci (V. GISCARD d'ESTAING, R. BARRE et J. CHIRAC) signèrent à la Convention libérale du 8-9 Juin 1985 des "Propositions pour l'alternance" comportant "...des prestations spécifiques tendant à relever la natalité dans les foyers où elle est en déclin, c'est-à-dire fondés par des Français, ou des ressortissants de la Communauté Européenne". Plus précis, le "Pacte du R.P.R pour la France" propose de "réserver les prestations familiales à finalité démographique aux seuls nationaux". Et V. GISCARD d'ESTAING alla jusqu'à proposer de révoquer le "jus soli" hérité de 1789 accordant la nationalité aux enfants nés en France, pour prendre en compte leurs origines. Rétroactivement ?

Face à cette offensive, la gauche reste coite, hors quelques voix courageuses dont celle du Président ("Ceux qui sont venus travailler en France y sont chez eux"). Le Premier Ministre, lors d'un débat télévisé avec J. CHIRAC, se contenta de dire que ses propositions sur l'immigration ne diffèrent pas si profondément de celle de son adversaire. Le Parti Communiste, qui s'était distingué en 1980 par des actions de commandos anti-immigrés, adopta une attitude plus ouverte mais prudente. Au fond, la question du racisme ne fait que révéler l'absence d'un projet englobant dans un même "principe spirituel" tous ceux qui voudraient s'y joindre.

RECHERCHES D'UNE ALTERNATIVE

Sentant le danger, Raymond BARRE proposa d'en revenir au thème "Travail, famille, patrie, dans une France libre", c'est-à-dire Vichy sans l'Occupation. Ce fut le premier faux pas de sa campagne politique. A gauche, Jean Pierre CHEVENEMENT semble le seul conscient du problème, mais l'idéal qu'il propose (4), la République et la bataille technologique dans le cadre de l'Europe, semble bien abstrait ou peu motivant pour la grande majorité des travailleurs et de la jeunesse.

Ne reste-t-il donc rien des idéaux de cet immense mouvement qui en Mai 68 voulait "changer la vie" et scandait "Nous sommes tous des juifs allemands?". Les années 70 se seraient-elles englouties dans la crise ? En fait, on retrouve nombre de leurs animateurs dans diverses petites structures mises en place pour le pouvoir socialiste : telles la Commission Nationale pour le Développement Social des Quartiers, la Mission Banlieue 89, le Conseil National de la Prévention de la Délinquance, la Délégation à l'Insertion Sociale et Professionnelle des jeunes en difficulté. En leur sein et sur le terrain s'activent des hommes et des femmes qu'inspirent la recherche d'une nouvelle forme de vie en société. Fourmillent les propositions concrètes pour traduire en acte la synthèse de la solidarité et de l'esprit d'autonomie, où la solidarité ne prendrait plus la forme d'une répartition administrative du pouvoir d'achat, mais viserait à lutter contre le chômage en finançant des formes nouvelles de production de valeurs d'usages sociales, notamment dans l'amélioration du cadre de vie, faisant

ainsi reculer le racisme et le sentiment d'insécurité.

Parallèlement, dans certains secteurs du syndicalisme, des militants remettent en cause les revendications traditionnelles, mettent en avant des projets de reconversion des industries, luttent pour le contrôle des travailleurs sur la mutation technique. Ils essaient de s'insérer dans les très faibles nouveaux espaces d'expression instaurés dans les entreprises au début du septennat (à la faveur des "lois Auroux").

Ainsi, la volonté de sortir de la crise par une transformation des rapports sociaux, dans un sens plus solidaire et plus responsable, selon un modèle moins productiviste, plus convivial et écologique (mais en y incluant les germes d'une véritable écologie urbaine), cette aspiration-là n'a pas disparu, elle est de plus en plus présente dans la jeunesse, sous des formes "infra-politiques", et même parfois sous les oripeaux du libéralisme entrepreneurial. Elle a pu être encouragée par quelques initiatives gouvernementales, aussitôt contredites par le discours de la "réussite" marchande. Car de ces initiatives qui sur le terrain ont souvent fait la preuve de son efficacité, le Parti Socialiste ne se vante pas. Il n'ose pas en faire son drapeau.

Sur les décombres d'une expérience enlisée, il faudra sans doute que des forces politiques nouvelles se dressent, pour faire de cette alternative un "principe spirituel", à vocation majoritaire.

Alain LIPIETZ

NOTES

1) Sur toute cette évolution, voir mon livre L'audace ou l'enlèvement (La Découverte, 1984) et mes interventions dans Le Monde Diplomatique (Juin 1983, Mars 1984).

2) Voir l'analyse des mesures dites "Dufoix" dans le Bulletin du GISTI, Mars 1985.

3) A quelques rares et courageuses exceptions près. Voir les positions de la droite face aux thèmes racistes du Front National dans Article 31, n° 14 et 15, B.P.423, 75 527 Paris-Cédex 11.

4) Le Monde diplomatique, Janvier 1986.